



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ALIMENTATION

*Liberté
Égalité
Fraternité*



MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

2025-21 ACCORD CADRE KITS DE DOSAGE IMMUNOLOGIQUE POUR LA REALISATION
D'ANALYSES VETERINAIRES A USAGE DIAGNOSTIQUE

Règlement de la consultation

Mois d'établissement des prix (m0) : octobre 2025

Date limite de réception des offres : **17/10/2025 à 12h30**

Toutes les normes et les références à des marques s'entendent « ou équivalent »

PROCEDURE DEMATERIALISEE

SANTÉ ET ALIMENTATION AU CŒUR DE LA VIE

Site de la Chantrerie • 101 Route de Gachet
CS 40706 • 44307 NANTES CEDEX 3
Tél. 02 40 68 77 77
(Direction Générale)

www.oniris-nantes.fr

Etablissement du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Site de la Géraudière • Rue de la Géraudière
CS 82225 • 44322 NANTES CEDEX 3
Tél. 02 51 78 54 54

SOMMAIRE

ARTICLE 1	PROCEDURE DE PASSATION CHOISIE - FORME DE L'ACCORD CADRE	3
ARTICLE 2	OBJET ET CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD CADRE	3
2.1	Objet de l'accord cadre	3
2.2	Forme de l'accord-cadre	4
2.3	Nomenclature CPV	4
2.4	Durée de l'accord cadre	4
2.5	Modalités d'exécution	4
ARTICLE 3	COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 4	RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 5	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	4
5.1	Présentation de la candidature	4
5.2	Composition de l'offre du candidat	5
5.3	Documents à produire dans tous les cas au stade de l'attribution de l'accord cadre et en cours d'exécution	6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE REMISE DES PLIS	6
ARTICLE 7	SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	6
7.1	Analyse des candidatures	6
7.2	Jugement des offres	7
ARTICLE 8	ATTRIBUTION DE L'ACCORD CADRE ET DES BONS DE COMMANDES	8
ARTICLE 9	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	8
ARTICLE 10	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	8

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME QUI PASSE L'ACCORD CADRE

Oniris VetAgroBio Nantes– Ecole Nationale Vétérinaire, Agroalimentaire et de l'Alimentation
Campus Vétérinaire
101 route de Gachet
B.P 40706
44307 Nantes CEDEX 3

ARTICLE 1 PROCEDURE DE PASSATION CHOISIE - FORME DE L'ACCORD CADRE

La procédure est celle de l'appel d'offre ouvert en application des dispositions des articles R.2124-2 à R.2161-4, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

S'agissant d'une prestation homogène, l'allotissement est techniquement impossible.

C'est un accord-cadre multi-attributaire à bons de commande sans minimum.

Le montant maximum de cet accord-cadre est de 700 000 € HT sur 4 ans.

ARTICLE 2 OBJET ET CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD CADRE

2.1 Objet de l'accord cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture à LabOniris, laboratoire vétérinaire d'analyse biomédicales d'Oniris VetAgroBio Nantes, de kits d'immunodosage commerciaux permettant la réalisation de dosages hormonaux et biochimiques dans un contexte vétérinaire multispécifique. Le laboratoire réalise en effet des analyses spécialisées sur des espèces animales variées (chiens, chats, équidés, ruminants, etc.). Les dosages immunologiques sont effectués tout au long de l'année de manière continue et récurrente, dans le cadre d'une activité clinique diagnostique et de recherche.

L'utilisation de kits d'immuno-dosage dans un contexte vétérinaire impose des exigences particulières liées à la diversité des espèces animales et à leurs variations physiologiques et pathologiques. Un élément fondamental dans le choix des trousseaux d'analyse est la spécificité des anticorps utilisés pour le paramètre biologique ciblé. Ces anticorps doivent présenter une affinité adéquate avec les antigènes des espèces considérées, faute de quoi les résultats obtenus peuvent être biaisés ou non interprétables.

Ils sont généralement produits et validés dans un contexte humain, or les analyses mesurées chez différentes espèces animales présentent des variations structurales qui peuvent fortement influencer la sensibilité, la spécificité et/ou la linéarité du dosage. De plus, les matrices biologiques animales (sérum, plasma, urine, et tout autre liquide biologique) peuvent interagir différemment avec les réactifs selon l'espèce, nécessitant une adaptation du protocole (ex : dilutions, temps d'incubation, protocoles d'extraction, contrôles qualités adaptés, etc.).

Ainsi, tout dosage utilisé dans un cadre vétérinaire doit faire l'objet d'une validation préalable rigoureuse, pour garantir qu'il mesure effectivement l'analyse d'intérêt, avec une fiabilité compatible avec un usage diagnostique en médecine vétérinaire.

Ce besoin de validation est d'autant plus critique que les espèces d'intérêt sont multiples (chien, chat, équidés, ruminants, etc.), chacune pouvant présenter des différences de réactivité immunologique vis-à-vis des anticorps du kit.

Les paramètres analytiques importants à prendre en compte dans l'évaluation des méthodes incluent notamment pour chaque espèce d'intérêt :

- Évaluation de l'imprécision analytique (intra- et inter-séries) : répétabilité et reproductibilité
- Évaluation du biais (comparaison à une méthode de référence ou autre méthode validée pour l'espèce considérée)
- Calcul de l'erreur totale observée ($TE_o = 2CV + |\text{biais}|$)
- Vérification de la commutativité des matériaux de contrôles avec des échantillons cliniques
- Vérification de l'absence d'interférence significative (hémolyse, lipémie, bilirubine, etc.)
- Étude de récupération (spiking/recovery)
- Détermination des limites de détection et de quantification (LoD, LoQ)

Spécifications particulières :

En raison de la spécificité des achats de cette procédure, certains kits de dosage nécessiteront une période de test pendant la durée de l'accord cadre. Les kits devant subir ces tests seront remis gracieusement par les fournisseurs afin de permettre à LabOniris de réaliser des essais et ainsi comparer les résultats. La liste "annexe financière" à l'acte d'engagement n'est pas exhaustive ; le laboratoire pourra demander au fournisseur de tester un dosage particulier non mentionné. Il pourra également le solliciter afin d'obtenir toutes les précisions utiles sur les caractéristiques et les performances des kits.

Les kits qui auront été jugés satisfaisants lors des premières phases subiront des tests de validation analytiques. La validation analytique sera réalisée conformément aux critères de qualité recommandés par les organismes d'accréditations.

Certains kits de dosage déjà utilisés et validés ne nécessiteront pas de tests.

Les kits seront demandés, en temps opportun, par le responsable du laboratoire en charge des tests de qualification aux fournisseurs retenus.

2.2 Forme de l'accord-cadre

La liste des produits figure dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

L'accord-cadre est multi-attributaire : le nombre d'opérateurs économiques retenus sera déterminé en fonction des critères mentionnés à l'article 7.

Les réponses partielles sont autorisées : les candidats répondent sur les produits qu'ils sont en mesure de fournir.

Le début d'exécution des prestations est prévu le 10 novembre 2025.

2.3 Nomenclature CPV

33141626-4 Kits de dosage

2.4 Durée de l'accord cadre

Il est conclu pour une durée d'**UN an** ferme à compter du 10 novembre 2025 ou de sa date de notification si elle est ultérieure.

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique, cet accord-cadre fera l'objet d'une tacite reconduction d'année en année pour une **durée maximum de 4 années**.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de l'accord-cadre de son intention de ne pas reconduire le marché 2 mois avant la fin de chaque période.

2.5 Modalités d'exécution

Elles sont détaillées à l'article 3 du cahier des clauses particulières (CCP).

ARTICLE 3 COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation comprend :

- Le présent règlement de consultation ;
- Le cahier des clauses particulières ;
- L'acte d'engagement ;
- Le BPU.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels de l'accord cadre.

Il informera alors, via la PLACE, tous les candidats ayant retiré le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre, sur la base du dossier modifié.

ARTICLE 4 RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

ARTICLE 5 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1Présentation de la candidature

Le candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces relatives à sa candidature, à savoir :

- Extrait KBIS de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés ou document équivalent pour les entreprises établies à l'étranger ;
- Chiffre d'affaires réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Attestation d'assurance pour les risques professionnels ;
- Références des prestations similaires effectuées au cours des trois dernières années ;
- Description des moyens techniques et humains de son entreprise ;
- Certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures en références aux normes françaises et européennes en matière de fabrication et distribution des produits listés au marché.
- Une déclaration sur l'honneur datée et signée attestant que :
 - le candidat a satisfait aux obligations sociales et fiscales (articles 43 à 46 du CMP) au 31 décembre de l'année précédent l'appel d'offres
 - le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir
 - qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation écrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.5221-8, L.5221-11, L.8231-1, L.8241-1 et L.8241-2 du code du travail.

Ces informations peuvent être regroupées sur les imprimés DC1 et DC2 disponibles sur le lien suivant : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

Possibilité de substituer le Document Unique de Marché Européen aux pièces mentionnées ci-dessus

conformément à l'article R2143-4 du Code de la Commande Publique, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R. 2143-3 du Code de la Commande Publique.

Le DUME est une déclaration sur l'honneur permettant aux entreprises d'attester de leur compétence, de leur situation financière ainsi que de leurs capacités lorsqu'elles répondent à un marché public au sein d'un Etat de l'Union européenne.

Plus d'informations ici : <https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-espdl>

Le DUME est disponible sur le portail « Chorus Pro » - <http://dume.chorus-pro.gouv.fr>

5.2 Composition de l'offre du candidat

L'offre du candidat comportera les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement joint à compléter,
- L'annexe financière à l'acte d'engagement (bordereau des prix) dûment complétée dans les cellules prévues (format Excel). Cette annexe ne doit en aucun cas être modifiée dans sa structure sous peine de rejet de l'offre.

- **Un dossier technique** dans lequel le candidat développera les caractéristiques des Kits de dosage de manière détaillée. Il apportera tous les éléments susceptibles d'éclairer ONIRIS sur sa capacité à fournir les kits de dosage conformes aux attentes du laboratoire.

Par ailleurs, les conditions de livraisons y seront précisées (les délais proposés entre la commande et la livraison, organisation générale de la livraison y compris d'échange ou de reprise).

5.3 Documents à produire dans tous les cas au stade de l'attribution de l'accord cadre et en cours d'exécution

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).

Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

Plateforme e-Attestations.com

Pour le dépôt des pièces énumérées ci-dessous, ONIRIS met à la disposition des titulaires des marchés publics, gratuitement, une plateforme en ligne :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Celle-ci permet de sécuriser et simplifier les démarches administratives obligatoires et de lutter contre le travail dissimulé.

L'utilisation de cette plateforme est impérative

Les entreprises attributaires de marchés doivent déposer – gratuitement – sur la plateforme, les documents suivants :

- *Tous les 6 mois* :

- Attestation sociale « vigilance » à jour (Urssaf ou autre) : à télécharger en ligne sur leur site ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et participant à la réalisation des travaux ou à la fourniture de services, objet du contrat. Cette liste devra être mise à jour sur le site e-Attestations tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat en cours.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

L'envoi électronique est obligatoire conformément à l'article R.2132-3 du code de la commande publique. La signature électronique n'est exigée qu'à la notification du marché au candidat retenu.

Les candidatures et les offres seront transmises de façon dématérialisée exclusivement sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>, avant la date et l'heure suivantes :

17 octobre 2025 à 12 heures 30

La date et l'heure qui seront pris en compte par le pouvoir adjudicateur correspondent au dispositif d'horodatage de la plate-forme. Le fuseau horaire de référence est celui de Paris.

Un envoi par mail n'est pas considéré comme une offre dématérialisée.

Le candidat peut transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-ROM, DVS-ROM, clé USB....). Elle ne se substitue pas à l'envoi électronique obligatoire. Elle sera ouverte uniquement si un incident technique imputable à la Plateforme des Achats de l'Etat ou un virus informatique rendrait impossible l'ouverture de l'offre sur la Plateforme des Achats de l'Etat.

Cette copie de sauvegarde doit parvenir à ONIRIS à date limite de remise des offres. Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « Accord Cadre 2025-21 copie de sauvegarde »

La copie de sauvegarde doit être envoyée à l'adresse suivante :

ONIRIS - Service Achats/Marchés

Atlanpôle La Chantrerie - 101 route de Gachet - CS 40706 - 44307 NANTES CEDEX 3

ARTICLE 7 SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

7.1 Analyse des candidatures

Ne seront pas recevables, les opérateurs économiques

- qui ne sont pas en règle au niveau de leur situation fiscale et sociale conformément aux dispositions de l'article 43 du Code de la Commande Publique

- qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes
- en état de liquidation judiciaire ou dont la faillite personnelle a été prononcée, ou faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger
- qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article 5.3 ci-dessus.

L'analyse des candidatures portera sur les points suivants :

- o Références professionnelles similaires
- o Capacités techniques économiques et financières

7.2 Jugement des offres

Conformément à l'article R2152-7 du Code de la Commande Publique, ONIRIS choisit l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux critères pondérés suivants :

1) Valeur technique : 30% (100 points)

- Adéquation des produits et des types de contenants proposés pour l'exécution du marché (60pts)
- Support technique et réactivité 20 points
- Pérennité des références proposées 10 points
- Conformité à la réglementation européenne sur les kits d'immunodosages sur 10 points

2) Valeur prix : 40% (100 points)

Ce critère sera analysé sur la base du bordereau de prix complété par le candidat et du pourcentage de remise consenti sur le tarif public.

La notation de la valeur prix est calculée sur la base de la formule suivante :

offre moins disante (Omd) = 100 pts

note de l'offre examinée (Oe) = $Omd/Oe \times 100$

3) Valeur logistique : 20% (100 points)

- délais de livraison sur 50 points
- conditionnement et conservation sur 25 points
- durée des protocoles de dosage sur 25 points

4) Valeur environnemental : 10 % (100 points)

Démarche environnementale proposée pour l'exécution de la prestation afin de limiter l'impact environnemental (100points)

L'offre sera rejetée (et donc non analysée) dans les cas suivants :

- absence de bordereau de prix complété
- absence de mémoire technique

ARTICLE 8 ATTRIBUTION DE L'ACCORD CADRE ET DES BONS DE COMMANDES

Les offres les mieux classées sont retenues sous réserve de validation des éléments de la candidature et de la transmission dans les 10 jours ouvrables à compter de la demande par le pouvoir adjudicateur des certificats et attestations mentionnées à l'article 6 ci-dessus.

Dans l'hypothèse où le candidat retenu ne pourrait fournir ces documents dans le délai imparti, son offre sera exclue sans possibilité de régularisation. Le pouvoir adjudicateur présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

ARTICLE 9 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

ARTICLE 10 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude de dossier, les candidats devront poser leurs questions par écrit via la Plateforme des Achats de l'Etat (Place) en utilisant les fonctionnalités prévues à cet effet : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les questions et les réponses seront diffusées, dans un délai de 5 jours ouvrés, à l'ensemble des opérateurs économiques ayant retiré un dossier.